

LE POINT DE VUE DU GERANT

OCTOBRE 2022

L'Europe s'est engagée depuis plusieurs années dans le projet de réduire ses émissions de CO2. Jusque 2021, une solution simple avait été trouvée. Elle consistait pour de nombreux pays comme l'Allemagne à fermer les centrales au charbon très polluantes pour les remplacer par des centrales au gaz. Si l'objectif de réduction des émissions a été atteint, c'est au prix d'une dépendance accrue vis-à-vis de la Russie. Jusqu'à présent cette dépendance n'était pas vue comme une menace, en partie car le gaz naturel à bas prix permettait d'avoir une base de coût très compétitive pour un pays pauvre en ressources naturelles comme l'Allemagne.

L'Europe consomme environ 500bcm (milliards de mètre cube) par an en produisant environ 200bcm et en important 300bcm. Sur les 300bcm d'imports, presque la moitié provenait de la Russie en 2021. A la suite des mesures de rétorsion économique de l'Europe liées à la guerre en Ukraine, la Russie a répliqué en coupant la quasi-totalité des flux de gaz. L'Europe doit désormais trouver environ 135bcm par an pour compenser l'arrêt des flux en provenance de Russie. En premier lieu, l'Europe a été contrainte de faire marche arrière et de rouvrir certaines centrales à charbon. Les flux en provenance d'autres pays producteurs comme la Norvège ou l'Algérie vont également être accrus. Il est estimé que réduire la température de chauffage d'un degré économiserait environ 10bcm et des pays ont donc pris des mesures de limitation.

Une solution d'urgence consiste à utiliser le LNG (gaz naturel liquéfié), importé essentiellement des Etats-Unis. On estime que l'Europe devra augmenter ses imports d'environ 60bcm cette année et les maintenir à ce niveau à moyen terme. Ces imports seront en concurrence directe avec ceux de l'Asie qui était auparavant un des principaux consommateurs de LNG. A court terme, cela n'a pas eu trop d'impact car l'Asie, en particulier la Chine, subit un ralentissement économique et a donc réduit sa consommation. Il semblerait même que récemment la Chine ait réexporté du LNG en provenance de Russie vers l'Europe.

Or, malgré la crise énergétique qui s'annonce, l'Europe reste ancrée sur ses objectifs à 2030/2035 de décarboner son économie. En conséquence, très peu d'acteurs européens veulent prendre le risque de négocier des contrats d'approvisionnement en LNG qui nécessitent de s'engager à long terme (15 à 20 ans), car ces contrats leurs seraient reprochés ultérieurement. L'Europe se verra donc contrainte au cours des prochaines années d'acheter du LNG essentiellement sur une base spot plus fluctuante, en étant en concurrence directe avec les autres acheteurs asiatiques. Tout réveil économique de l'Asie sera donc néfaste à l'Europe.

En dépit des imports de LNG, la situation en Europe restera tendue et il est probable que cela conduise des états à demander des réductions de la consommation de gaz à certaines industries, forçant ainsi des arrêts de production. Ceci conduirait potentiellement ensuite à des délocalisations hors du continent.

A cela s'ajoute une inconnue de taille. Il est estimé qu'un hiver froid ajouterait un besoin d'environ 20bcm. Cela rendrait la situation extrêmement tendue. Poutine compte probablement sur le fait qu'au moins un des prochains hivers sera froid. Le peuple russe se souvient que c'est l'hiver qui permit de faire reculer l'armée de Napoléon, puis 2 siècles plus tard l'armée allemande. Le froid pourrait donc aussi s'inviter dans le conflit actuel.

L'Europe va probablement entrer en récession car d'une part la pénurie énergétique rend de nombreuses industries non rentables et d'autre part les arrêts forcés de production auront le même effet que les confinements. Les principaux bénéficiaires seront les entreprises américaines et chinoises. La bonne santé de l'économie allemande ayant depuis 20 ans servi de moteur à l'Europe, quelles seront les conséquences pour les autres pays de la zone quand le pays entrera en récession?

Gérant
David DEHACHE

